



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N° 17 – Avril 2021

## En bref – La deuxième vague : vers une conciliation difficile entre la consolidation budgétaire et les attentes sociales

Alors que l'Argentine vient d'être abaissée au 50<sup>ème</sup> rang mondial sur 53 pays, dans un classement sur la gestion de la pandémie élaboré par Bloomberg, la recrudescence des contaminations, en nette accélération depuis début avril, oblige l'administration d'Alberto Fernandez à prolonger les dispositifs de soutien aux entreprises et aux ménages les plus affectés par la pandémie. Cette nouvelle pression sur les finances publiques intervient alors que la marge budgétaire est déjà extrêmement limitée. Or, la crise sanitaire a un impact significatif sur la situation sociale. Les attentes sociales, grandissantes, sont en effet difficiles à ignorer alors que se rapprochent les élections de mi-mandat, prévues à l'origine pour le 24 octobre et qui devraient être décalées, en l'état, au 14 novembre. Et pour cause, le taux de chômage, structurellement élevé, s'établit à 11 % à la fin 2020, contre 8,9 % un an plus tôt. Mais les données sur l'emploi occultent la vulnérabilité des travailleurs informels, particulièrement exposés aux chocs sur le marché de l'emploi alors qu'ils ne bénéficient d'aucune protection sociale. Les salariés du secteur formel, de leur côté, sont à peine mieux lotis, conséquence d'une inflation galopante qui ronge le pouvoir d'achat et de la perte de valeur du peso qui amoindrit l'épargne. De manière générale, à l'instar du reste de l'Amérique latine, la crise sanitaire engendre une paupérisation de la population. Même si elle est difficile à mesurer, en raison d'une méthodologie argentine différente des normes internationales, la pauvreté en Argentine (14,4 % en 2019 pour le seuil de 5,5 USD par jour, mesuré en parité du pouvoir d'achat) oblige le gouvernement à maintenir le soutien budgétaire, ce qui entraîne une incertitude sur la trajectoire de consolidation des finances publiques (objectif de déficit primaire à 4,5 % en 2021, contre 6,5 % un an plus tôt). Rien qu'au 1<sup>er</sup> trimestre, 35,3 % du budget alloué à la gestion de la pandémie a déjà été dépensé, alors que ce dernier a été rehaussé à 0,6 % du PIB, dont 0,1 % du PIB pour le programme Repro II visant à atténuer l'impact des mesures sanitaires sur l'emploi. Les autorités argentines devront dès lors concilier la nécessaire consolidation budgétaire avec les attentes sociales fortes, sans pour autant sacrifier le secteur productif. Une véritable quadrature du cercle.

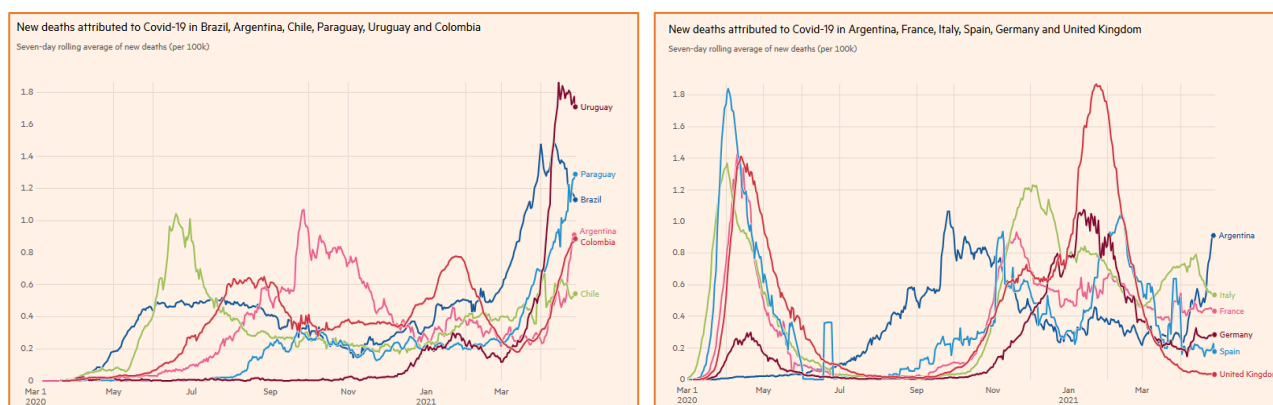
### LE CHIFFRE À RETENIR

0,6%

Budget 2021 dédié à la gestion  
du covid-19 en pourcentage du  
PIB

## Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



### Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 352

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 9,1

**Nouvelle dégradation. Stabilisation, au mieux, des paramètres de circulation virale, forte dégradation des paramètres de gravité.** Si le taux d'incidence a légèrement diminué au cours des 7 derniers jours (-3,66 % à 352 au niveau national ; -1,3 % dans la capitale à 674, contre respectivement 280 en France, et 441 à Paris), il serait imprudent d'en conclure à une atténuation de la circulation virale : le nombre de tests a en effet diminué dans le même temps de 5,2 % (il est 5 fois moins élevé qu'en France), si bien que le **taux de positivité est de nouveau en hausse, pour la 5<sup>ème</sup> semaine consécutive, à 28,98 %.**

Par ailleurs, le nombre de **patients Covid+ en soins intensifs a fortement augmenté (+15,3 % à 5.178, un chiffre jamais atteint depuis le début de la pandémie)**, alors que le **nombre de décès a véritablement explosé (+85,9 %, soit 2.869 décès sur les 7 derniers jours)**. L'Argentine est clairement submergée depuis début avril par une deuxième vague particulièrement virulente : le nombre de décès hebdomadaires a ainsi progressé de 194 % au cours des 3 dernières semaines.

Avec 9,1 décès/jour/Mhb en moyenne mobile sur 7 jours (↗↗↗ ; 4,9 la semaine précédente), la **mortalité argentine atteint des niveaux qu'elle n'avait dépassés que très ponctuellement au plus fort de la 1<sup>ère</sup> vague** (8 jours de suite entre le 23 et le 30 septembre). Parmi les 6 grandes économies du continent, celle-ci est aujourd'hui **supérieure** à celle du **Mexique** (2,6↘), mais **désormais aussi du Chili** (5,4↘), **très comparable** à celle de la **Colombie** (8,8↗↗), et **inférieure uniquement à celle du Pérou** (12,1↗) et du **Brésil** (11,2↘).

S'agissant des variants (aucun nouveau chiffre national depuis les données arrêtées au 4 avril), des épidémiologistes péruviens ont annoncé en début de semaine la découverte d'un **nouveau**



**variant andin (C.37)**, peut-être d'origine péruvienne ou chilienne, et qui serait déjà présent en Argentine, ce qui est confirmé ce soir par des données officielles (il s'avère notamment que c'est ce variant qui a contaminé le président Fernandez bien qu'il fut vacciné).

Dans ce contexte, les autorités argentines pourraient annoncer de nouvelles mesures de restrictions d'ici la fin de la semaine. Enfin, le rythme de vaccination a progressé (0,32 injection/jour pour 100 habitants vs 0,25 semaine précédente), tout en demeurant en retrait par rapport à l'Uruguay (1,08), au Chili (0,7), et même au Brésil (0,43). **L'Argentine se maintient néanmoins au-dessus de la moyenne latino-américaine avec 14,76 % de la population vaccinée contre 11,5 %** (42,03 % au Chili, 33,09 % en Uruguay, mais 13,21 % au Brésil, 9,38 % au Mexique, 6,19 % en Colombie et 2,71 % au Pérou).

### Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 224,5

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 5,4

**Décru des contaminations et des décès.** L'amélioration constatée la semaine dernière se confirme ces 7 derniers jours, avec un taux d'incidence qui descend à 224,5 contre 245,9 la semaine précédente et 267,4 la semaine antérieure. En parallèle, le taux de mortalité est également en baisse, passant de 6 la semaine dernière à 5,4 cette semaine.

Conformément au **plan de déconfinement** « paso a paso », le gouvernement chilien a déclaré le passage à la phase 2 pour 10 communes de la région métropolitaine de Santiago et 16 autres situées dans le reste du pays. Moins stricte que la phase 1, cette dernière comporte néanmoins des restrictions relatives aux activités sportives et déplacements durant les fins de semaine. En revanche, le ministre de la santé Enrique Paris a prolongé d'un mois la fermeture des frontières, qui avait été mise en place en mars.

En parallèle, le **Chili se situe** (hors pays de moins d'un million d'habitants) **toujours dans les premiers rangs mondiaux en termes de vaccination** (3<sup>ème</sup>, derrière Israël et les Emirats en proportion de la population ayant déjà reçu deux doses de vaccin (33,8%)) et 5<sup>ème</sup> pour la proportion de la population ayant reçu au moins une dose (42%, derrière les mêmes plus le Royaume-Uni et les Etats-Unis).

### Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 230,8

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 12,7

**L'évolution épidémiologique paraguayenne reste préoccupante.** La hausse du taux d'incidence observée depuis début avril se poursuit cette semaine pour atteindre 230, contre 217,1 la semaine



précédente. Sur le front des décès, la tendance reste haussière avec un taux de mortalité quotidien de 12,7, contre 10,4 la semaine précédente et 9,1 la semaine antérieure. Cette recrudescence des contagions et de la mortalité s'expliquerait par la circulation du variant brésilien.

La **saturation du système sanitaire**, avec un taux d'occupation des unités de thérapie intensive qui monterait à 130 %, conduit le ministère de la santé à renforcer les mesures préventives, en particulier les restrictions à la circulation, jusqu'au 10 mai prochain, dans les zones en situation d'alerte (une soixantaine de municipalités, dont la capitale, Asunción).

### Uruguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 588

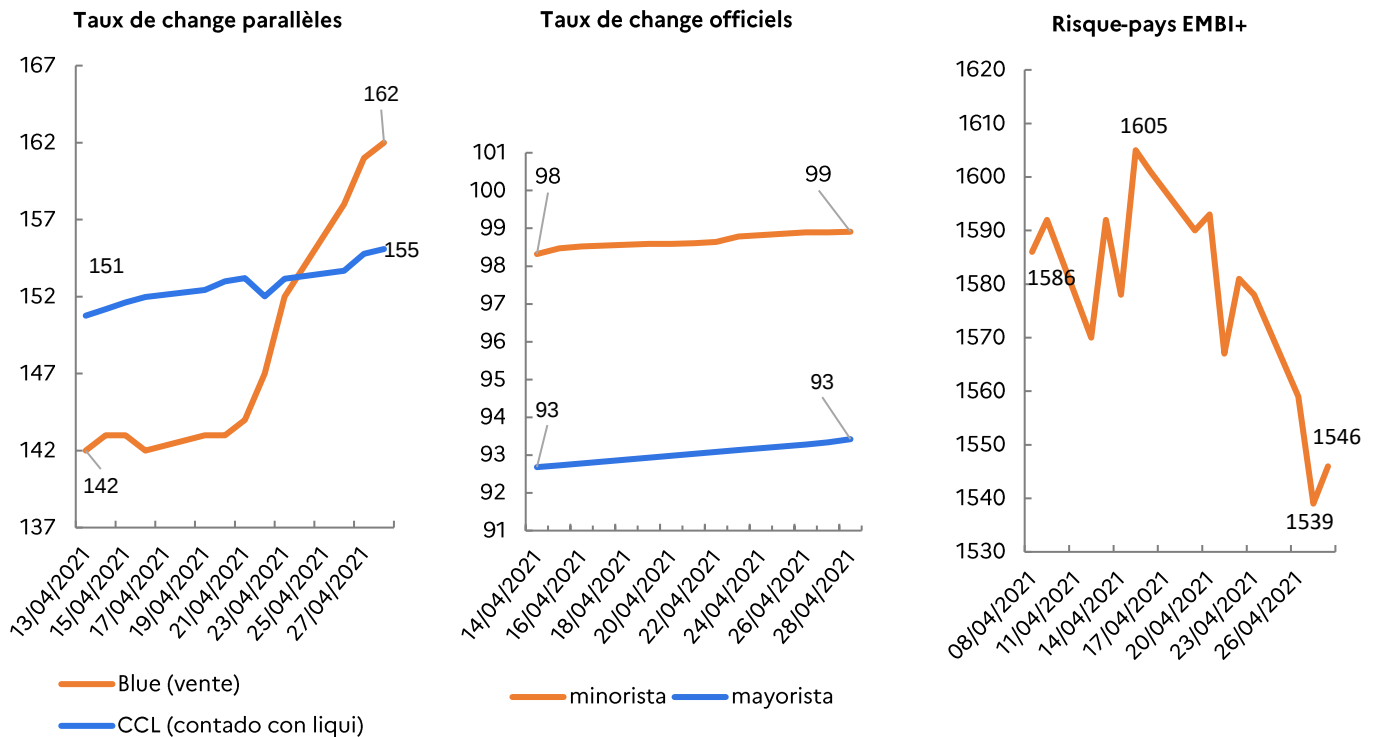
Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 17

**Début de stabilisation ?** La situation épidémiologique uruguayenne semble enfin présenter des signes - fragiles toutefois - d'accalmie. Le taux d'incidence se maintient à un niveau légèrement inférieur à celui de la semaine dernière passant de 589,9 à 587,4 alors qu'il dépassait 720 à la mi-avril (il demeure toutefois au second rang mondial, derrière Chypre, avec un nombre de tests rapporté à la population quasiment identique à celui de la France). De même, si le taux de mortalité demeure également au second rang mondial, derrière la Hongrie, il reflue légèrement, à 17 décès par jour par Mhb ce qui constitue une première amélioration, fragile mais encourageante, par rapport à la semaine précédente (17,9). Le président Luis Lacalle Pou, soulignant qu'il n'était pas nécessaire de renforcer les restrictions malgré l'évolution de la situation sanitaire, a appelé à la responsabilité et à la prudence citoyenne au cours des prochaines semaines.

Par ailleurs, dans le cadre d'une coopération avec Israël, **une délégation de quatre experts israéliens est arrivée ce mardi 27 avril à Montevideo afin de partager son expérience dans la lutte contre le covid-19**. Cette visite s'est accompagnée d'un don de matériel d'une valeur de 250.000 USD destiné à renforcer les infrastructures de thérapie intensive.

Sur le front de la **vaccination**, la campagne progresse rapidement, **un tiers de la population ayant déjà reçu au moins une dose du vaccin et 17 % étant vacciné avec les deux doses**. Le ministre de la santé publique, Daniel Salinas, a par ailleurs confirmé que l'Uruguay recevrait 50.000 doses du vaccin chinois Coronavac. Ce sérum sera destiné à la vaccination des clubs membres de la confédération sud-américaine de football (Conmebol).

## Graphiques de la semaine



## ARGENTINE

Automatisation du prélèvement d'impôt  
et de la conversion en peso des recettes  
issues des exportations agricoles

La douane argentine a instauré un nouveau système automatique de prélèvement des taxes et conversion en peso des recettes issues de l'exportation de produits agricoles (résolution 4977/2021). Jusqu'à présent, les entreprises du secteur étaient responsables à la fois de la déclaration des montants exportés, de l'acquittement des taxes à

l'exportation et de la conversion en pesos des fonds reçus.

Selon l'Administration fédérale des revenus publics (AFIP) cette mesure permettra de simplifier les procédures, limitant ainsi les possibilités d'évasion fiscale. Il s'agit d'un enjeu important pour l'économie argentine : dans un contexte où la différence entre les taux de change officiel et informels du peso s'accroît, l'obligation de conversion des recettes en devises du secteur exportateur agricole (2,8 Mds USD en mars, enregistrant un niveau record) stimule la demande de pesos argentins, diminuant ainsi la pression cambiaire. Elle permettra également de conforter les finances publiques alors que la



pression sur les dépenses s'accroît en raison de la 2<sup>ème</sup> vague du Covid-19 (en supra).

### La Banque centrale restreint l'accès au marché des changes pour le céréalier Vicentin et limite ses ventes à l'étranger

Alors que se poursuivent les actions en justice suite à la cessation de paiement de Vicentin en décembre 2019, la Banque centrale a restreint l'accès aux opérations de change pour le géant céréalier, soupçonné d'avoir gardé à l'étranger une partie des recettes d'exportations réalisées en 2019, estimée lors d'un audit à 140 MUSD.

Pour les autorités monétaires, l'absence de rapatriement des recettes en devises enfreint la réglementation sur le contrôle des capitaux ce qui justifierait la décision d'imposer à Vicentin l'obligation de demander au préalable une autorisation pour effectuer un paiement vers l'étranger. En revanche, la conversion en peso des fonds en devises détenus par le céréalier restera libre. Par ailleurs, les autorités monétaires demandent aux douanes de bloquer les cargaisons destinées à l'exportation jusqu'à la régularisation du différend.

Ces restrictions qui limiteront les exportations de céréales et d'oléagineux de Vicentin interviennent alors que les autorités argentines cherchent à réorienter une partie de la production de produits alimentaires vers le marché local afin d'atténuer les tensions inflationnistes.

Mais le conflit avec Vicentin n'est pas nouveau. Pour rappel, l'entreprise figurant parmi les plus grands traders argentins, s'est déclarée en cessation de paiement en décembre 2019, avec une dette d'environ 1,4 Md USD, soit un montant record pour une entreprise argentine depuis la faillite de Telecom Argentina en avril 2002. Point de départ d'un scandale politique, « l'affaire Vicentin » fait l'objet d'une double

procédure judiciaire : d'une part, le règlement des impayés dont le jugement sera rendu par le tribunal commercial de

Santa Fe et, d'autre part, une enquête ouverte par le Parquet fédéral concernant les soupçons de collusion avec la banque publique Banco Nación dans le but d'obtenir des crédits bancaires.

### La phase de rebond économique enregistré au 1<sup>er</sup> trimestre dynamise les échanges commerciaux

Les flux commerciaux atteignent 28,3 Mds USD au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, en hausse de 21,8 % sur un an. Malgré les restrictions sur les achats à l'étranger, par le biais notamment du contrôle des changes, les importations (12,9 Mds USD, +30,3 % sur un an) progressent plus rapidement que les exportations (15,4 Mds USD, +15,5 % sur un an) en raison de la reprise économique et de la surévaluation du peso (différentiel avec le taux informel dit « blue » autour de 50 % à la fin mars).

Sur la période, les ventes à l'étranger bénéficient surtout d'un effet prix (+13,1 % sur un an, grâce à la bonne tenue du soja) alors que les importations sont portées par un accroissement des volumes (+28,4 %, contre +2,1 % pour les exportations).

Au total, le solde commercial reste en faveur de l'Argentine (+2,5 Mds USD) mais diminue par rapport à l'excédent exceptionnel enregistré durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (+3,4 Mds USD). Toutefois, la balance commerciale pourrait de nouveau s'améliorer à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre, suite au durcissement des mesures sanitaires qui devrait peser sur la demande intérieure. De leur côté, les ventes extérieures resteront portées par les livraisons de grains au cours des 3 prochains mois, avec néanmoins un risque de retournement des prix à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre de 2021.

## Les négociations salariales triparties concluent sur une revalorisation graduelle du salaire minimum jusqu'en février 2022

Les négociations salariales menées sous les auspices du conseil national de l'emploi, de la productivité et du salaire minimum, organe sous la tutelle du ministère du travail qui réunit les représentants des travailleurs, du patronat et de l'Etat, ont conclu à une hausse du salaire minimum de 35% étalée sur 7 augmentations successives jusqu'en février 2022. Cette revalorisation salariale qui pourrait rester inférieure à l'inflation (autour de 50 % en 2021) devrait être insuffisante pour maintenir le salaire réel (environ -7 %).

Pour mémoire, le salaire minimum est actuellement fixé à 21.600 ARS, soit l'équivalent de 220 USD au taux officiel, pour 40 heures de travail hebdomadaire.

Le résultat de ces négociations implique aussi le réajustement des versements sociaux indexés sur cette rémunération, à savoir le minimum retraite, fixé à 82 % du salaire minimum pour une personne ayant cotisé 30 années, et les aides à la formation «potenciar trabajo» dont le montant représente la moitié du salaire minimum.

## CHILI

### Adoption d'un 3<sup>ème</sup> retrait de 10 % du compte-épargne retraite des particuliers

Le dispositif a été promulgué le 27 avril, après que le Tribunal constitutionnel a déclaré irrecevable le recours présenté par le gouvernement. Ce 3<sup>ème</sup> retrait pourrait atteindre 19 Md USD, et s'ajouter aux deux précédents, adoptés en juillet et décembre 2020, qui totalisent 37 Mds USD. La mesure s'accompagne cette fois de la possibilité de

retirer de manière anticipée 10 % des rentes viagères. Celles-ci sont gérées par des compagnies d'assurances privées, qui prévoient un recours en justice contre cette décision.

En parallèle, le gouvernement maintient son projet consistant notamment à verser une prime de 200.000 pesos (environ 234 euros) aux cotisants ne disposant plus de capitaux dans leur compte-épargne à l'issue de ces retraits (environ 3 millions de personnes concernées). Il propose également un mécanisme permanent de reconstitution des fonds de pension à travers une cotisation-employeur de 1% et un apport de l'Etat de 1%, qui s'ajouteraient à la cotisation de 10 % payée mensuellement par les salariés. Enfin, une hausse de l'impôt pour les 10 % des revenus les plus élevés est en discussion.

### Le Chili met en avant les progrès réalisés durant les 10 années d'existence de l'Alliance du Pacifique

Dans le cadre de l'anniversaire des 10 ans de l'Alliance du Pacifique (Chili, Colombie, Mexique, Pérou), les autorités chiliennes ont souligné les progrès réalisés depuis la création de cet accord en avril 2011, parmi lesquelles le renforcement du commerce (98,9 % des lignes tarifaires sont exemptées de droits de douanes), la suppression des visas de tourisme et d'affaires de courte durée, la promotion des bourses étudiants, le développement d'un écosystème favorisant l'entrepreneuriat et l'innovation ainsi que la mise en place d'un marché intégré latino-américain.

Lors du dernier sommet organisé par le Chili en décembre 2020, les membres de l'Alliance se sont engagés à promouvoir la participation des femmes dans l'économie, la création d'un marché numérique régional et l'élaboration d'une feuille de route pour la gestion durable des plastiques.

Sur la décennie, les échanges du Chili avec les partenaires de l'Alliance du Pacifique se sont élevés à 88,4 Mds USD mais n'ont représenté que 6,2 % du commerce extérieur chilien. Le Mexique concentrait 40 % des échanges et la balance commerciale chilienne était structurellement déficitaire avec cette zone, cumulant -12 Md USD sur 10 ans.

## PARAGUAY

### Les ressources des centrales électriques binationales d'Itaipú et Yacyretá au service du secteur de la santé

Le secrétaire général de la présidence de la République Hernán Huttemann a annoncé, ce lundi 26 avril, la promulgation de la loi permettant l'utilisation des fonds issus des centrales électriques binationales d'Itaipú et Yacyretá pour l'achat de produits médicaux et matériels de biosécurité et l'amélioration des infrastructures hospitalières et de protection sociale.

Si les ressources issues des deux entités binationales étaient déjà, en partie, destinées au renforcement du système sanitaire paraguayen, en particulier depuis la déclaration de l'état d'urgence sanitaire en mars 2020, cette loi devrait fournir un cadre juridique permettant d'institutionnaliser la coopération entre le ministère de la santé, le ministère des finances et les centrales d'Itaipú et Yacyretá.

Selon le directeur d'Yacyretá, Duarte Frutos, l'entité pourraient mettre à disposition des autorités entre 1,5 et 2 MUSD mensuels pour l'achat de médicaments. Le directeur général d'Itaipú s'est par ailleurs engagé à dédier 30 MUSD au secteur de la santé en 2021.

### L'exécutif annonce de nouvelles mesures de soutien aux secteurs les plus touchés par la pandémie

Le ministère des finances a annoncé, ce mardi 27 avril, de nouvelles mesures visant à soutenir les secteurs les plus touchés par la pandémie, en particulier le divertissement, la gastronomie, l'événementiel, l'hôtellerie et, de manière générale, les activités liées au tourisme.

Les mesures proposées par l'exécutif comprendront notamment des subventions pouvant couvrir jusqu'à la moitié de la consommation d'eau et d'électricité, ainsi qu'une réduction de moitié de la TVA pour les établissements commerciaux. Après le vote du projet de loi par le Congrès, prévu en mai, ces dispositifs pourraient être en vigueur de mai à octobre 2021. En outre, les autorités paraguayennes prévoient de distribuer des paniers alimentaires aux salariés travaillant dans un des secteurs sinistrés et accroître le Fonds de Garantie du Paraguay (FoGAPY).

## URUGUAY

### La Banque centrale considère la persistance de la crise sanitaire comme l'un des principaux risques qui pèsent sur la reprise économique uruguayenne

Au cours de la présentation du rapport de politique monétaire de la Banque centrale pour le 1er trimestre 2021, le président de la Banque, Diego Labat, a souligné l'incertitude qui pèse sur les perspectives économiques pour les deux prochaines années. En effet, la résurgence de la crise sanitaire à la fin du 4ème trimestre 2020 s'est déjà traduite par un ralentissement de la reprise économique au 1er trimestre 2021. Parmi les principaux risques domestiques pouvant limiter la reprise économique attendue en 2021 et 2022 (dont les anticipations ont été légèrement abaissées à 3,5 % et 3,1 %



respectivement), figurent la notamment (i) la dégradation de l'attractivité pour les investissements, (ii) la baisse de crédibilité des objectifs d'inflation et (iii) le surgissement d'une vague épidémiologique plus importante qu'initialement anticipée. Contrairement aux deux premiers risques, considérés respectivement comme des risques d'impact bas (degré 1) et moyen (degré 2), l'éventualité d'une crise sanitaire persistante, en dépit de l'avancée de la campagne de vaccination, constitue un danger significatif, évalué à un degré 3 (haut) par la Banque. L'institution souligne toutefois que les conséquences de ce scénario sanitaire devraient être limitées par la rapidité d'exécution de la campagne vaccinale, un tiers de la population ayant déjà reçu au moins une dose de vaccin.

### L'Uruguay présente ses premières réflexions sur le plan de décarbonation

Suite à l'annonce de la sélection de l'Uruguay par les Nations Unies comme bénéficiaire d'un fonds de 10 MEUR destiné au financement de projets de mobilité durable et de développement industriel, le ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines a donné, ce mardi 27 avril, plus de détails sur les politiques qu'il mettrait en place pour atteindre son objectif de décarbonation.

Parmi les mesures évoquées figurent le déploiement massif de bornes de recharge pour les véhicules électriques et l'installation de 1,5 million de compteurs intelligents d'ici la fin de l'administration de Luis Alberto Lacalle Pou. Le ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines, Omar Paganini, a également rappelé les ambitions en matière d'hydrogène vert de l'Uruguay, qui entend exporter cette énergie vers l'Europe à l'horizon 2030.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de  
Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des  
ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :  
Compte Twitter :

[julie.veguer@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.veguer@dgtresor.gouv.fr)  
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)